



Extrait du www.acdn.net

<https://acdn.net/spip/spip.php?article128>

Grâce aux progrès de la nouvelle ligne Maginot

Lyon, capitale de la douleur

- Accueil - Actualités - Les lettres d'ACDN -

Date de mise en ligne : dimanche 11 décembre 2005

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Il paraît que la France était menacée d'une attaque atomique. Pour en dissuader l'ennemi (avec lequel on commerçait), elle s'est donc dotée d'armes nucléaires. Puisqu'elle en a maintenant, il est normal qu'on l'attaque, si on l'attaque, avec le même genre d'armes. Donc, l'ennemi désigné a beau avoir disparu, elle est toujours menacée d'une attaque atomique. Donc elle doit conserver ses armes. Donc son agresseur cherchera à les détruire, et d'abord à détruire leur système de commandement. Donc il faut protéger celui-ci en l'enterrant profondément. C'était chose faite à Taverny. C'est maintenant chose faite près de Lyon, au Mont Verdun qui remplacera Taverny en 2010 comme Poste de Commandement de toute la force de frappe française, aérienne et sous-marine.

On l'apprend par un article autorisé de Jean-Marie Collin, paru le 6 décembre dans l'hebdomadaire "[Lyon Capitale](#)". (Voir ci-dessous.)

La métropole lyonnaise aura l'honneur de "*devenir le maillon principal de la défense aérienne de toute la France*", comme s'exclame fièrement le colonel Blaire, commandant la base aérienne 942 du mont Verdun. Il est encore trop modeste. Elle aura surtout l'insigne honneur de déclencher la foudre de Jupiter sur ordre du décideur ultime : le chef de l'Etat, chef des armées.

Nous voilà protégés !

La preuve que le système devrait bien fonctionner, c'est qu'il commande déjà toutes les sirènes de France et de Navarre qui chaque premier mercredi du mois annoncent midi. L'impulsion part du Mont Verdun. C'est de là que partira également l'impulsion annonçant une alerte atomique. Tout est prévu. Ecoliers, collégiens, lycéens, seront ravis de l'apprendre. Trois coups de sirène comme d'habitude, et ils peuvent se ruer en dehors de la classe. Un long hululement, et ils doivent y rester *ad vitam aeternam*. Cela s'appelle « le confinement ». Nous sommes parés pour la prochaine guerre atomique.

Ce qui est particulièrement réjouissant dans cette bonne nouvelle, c'est que les 300 hommes du Mont Verdun cloîtrés à 125 mètres sous terre pourront, en cas d'attaque nucléaire, continuer à survivre "en autarcie" pendant que la capitale lyonnaise, l'ensemble de la région Rhône-Alpes (15 centrales nucléaires : autant de cibles qu'il faut "prendre au sérieux", de l'avis même des autorités), et peut-être le reste de la France auront été détruits. Combien de temps ? C'est une question qu'ils résoudront avec des jeux de cartes et du bon corned beef (un point commun avec la ligne Maginot, pas le plus important).

Ainsi, grâce au Mont Verdun, Lyon va pouvoir semer la désolation dans *la-population-ennemie-que-nous-ne-connaissons-pas-encore-mais-que-nous-nous-promettons-bien-de-massacrer*.

Un doute subsiste.

Hélas, rien n'est parfait. Lyon devra aussi, selon toute vraisemblance, commencer par subir le même sort, en vertu de l'avantage que donne à l'agresseur la "frappe en premier" ou "première frappe".

En effet, le meilleur moyen de décapiter tout le système, c'est de le cibler avec un missile intercontinental, d'une précision de quelques dizaines de mètres, équipé d'une bombe H thermonucléaire (et en fait de plusieurs). La plus

puissante des bombes H a explosé à l'époque de Khrouchtchev ; elle faisait environ 57 mégatonnes d'équivalent TNT, soit plus de 4000 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima qui fit plus de 200 000 morts, et l'équivalent de la totalité des 348 "têtes nucléaires" françaises actuellement en service.

Une "petite" bombe H comme celles dont la France dispose (150 kilotonnes, soit 150 000 tonnes de dynamite ou 12 fois Hiroshima) peut faire des millions de victimes et ravager des centaines de kilomètres carrés. Elle a également, comme toute bombe atomique, des effets électromagnétiques qui paralysent tous les systèmes électriques et électroniques de communication sur d'immenses distances.

D'où les questions suivantes.

Le journaliste associé au [CDRPC](#) n'aurait sans doute pas pu les poser sans se voir objecter le fameux "secret défense" - lequel n'empêche tout de même pas d'indiquer dès maintenant, à *l'ennemi-que-nous-ne-connaissons-pas-encore-mais-qui-existe-sûrement-et-justifie-notre-effort-d'armement*, le lieu où il devra frapper. Posons-les à sa place :

1. Qu'advient-il en pareil cas du radar du Mont Thou, pièce maîtresse du système de surveillance aérienne ? Son dôme le protégera-t-il de l'onde de choc et de vents soufflant à plus de 1000 kilomètres heure ? Résistera-t-il à une chaleur d'un million de degrés ?
2. Le système de "maillage" avec les forces armées et de télécommunications avec l'Elysée en sortira-t-il indemne ? Si ce n'est pas le cas, le grand chef tout-puissant dont dépend notre vie et celle de nos ennemis, deviendra aphone et impotent. Cela faillit se produire en mai 1980 pour des raisons bien plus triviales, lorsque le président Giscard fut atteint d'une grippe carabinée en pleines manoeuvres militaires où il devait donner l'autorisation d'utiliser des armes nucléaires sur le champ de bataille. Assailli par la fièvre, il dut lutter pour garder un reste de lucidité. Heureusement, il n'eut pas à prendre cette décision : l'état-major ne la lui demanda pas, ayant soudain réalisé (mieux vaut tard que jamais) qu'utiliser des armes nucléaires entraînerait une riposte ennemie de la même nature et encore plus féroce. Heureusement surtout, il ne s'agissait que de manoeuvres. Mais en situation réelle, à supposer que le chef de l'Etat ne soit pas déjà atteint par la grippe aviaire, une gastro-entérite ou un accident vasculo-cérébral, si le Mont Verdun est lui-même déconnecté de l'Elysée, qui prendra donc la décision de venger la nation ? Le colonel Blaire, devenu général ? Le pompier de service ? Y aura-t-il encore quelqu'un pour la prendre ? N'oublions pas que la décision de larguer la bombe sur Nagasaki fut prise par le commandant de bord du "Bock's Car", le jeune major Sweeney, en infraction aux consignes reçues.
3. Puisque, pour survivre à une attaque nucléaire, il faut se calfeutrer à 125 mètres sous terre, a-t-on prévu d'enterrer pareillement la ville de Lyon, ou à défaut, les Lyonnais, par exemple en leur construisant un métro sévèrement blindé, à la même profondeur ? (Curieuse coïncidence, c'est celle du métro de Moscou : les concepteurs du Mont Verdun n'ont rien trouvé de mieux que d'imiter Staline.) Ou bien entend-on laisser le soin de régler ce problème aux prochaines bombes H que les installations du Mont Verdun auront attirées sur leur ville ?
4. Le "PC Jupiter", d'où le président de la République pourra ordonner l'emploi de la force de frappe, étant situé sous l'Elysée, lui-même situé à Paris, qu'a-t-on prévu pour les Parisiens ? Les catacombes suffiront-elles ?
5. Combien ces travaux pharaoniques ont-ils coûté à la nation, c'est-à-dire aux contribuables ?
6. Où, quand, comment, par qui la décision en a-t-elle été prise ? Y a-t-il eu une consultation démocratique sur le sujet ? Envisage-t-on d'organiser un référendum sur le maintien et la modernisation en cours de la force de frappe ?

7. Le système d'armes nucléaires censé protéger le peuple français n'étant apparemment pas fiable, ne serait-il pas prudent d'organiser la protection des Français en prévoyant pour chacun d'eux des abris antiatomiques à 125 mètres sous terre ?

8. L'opération déjà réalisée pour 300 militaires dans la région lyonnaise (et un locataire à l'Elysée) pourrait servir de modèle. Étendue à 60 millions de personnes (sans compter les immigrés sans papiers qui n'avaient qu'à rester chez eux), elle serait nettement plus onéreuse. Ne pourrait-on consacrer à cela l'argent prévu pour nettoyer les banlieues à l'aide de karchers ?

9. Puisque la force de frappe a coûté aux Français 1500 milliards de francs de 1945 à 1998 mais rapporté beaucoup d'argent à des entreprises comme Dassault, Lagardère, Thomson, etc., ne pourrait-on créer un consortium pour la poursuite de ces travaux d'Hercule et l'introduire en bourse, voire dans le CAC 40 ? Ainsi les Français perdraient énormément d'argent en tant que contribuables, mais en récupéreraient un peu en tant que "petits porteurs"...

10. Lagardère et Dassault contrôlant la majorité des organes de presse (ainsi, *le Monde* appartient au groupe Lagardère), ne pourraient-ils en profiter pour "vendre" à l'opinion, encore mieux qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent, cette oeuvre de salut national ? Ou bien faudra-t-il organiser à son profit un "Téléthon" ? Le titre en est déjà trouvé : "Tous aux abris !".

On aurait encore bien d'autres questions à poser. Par exemple : que subsiste-t-il de la soi-disant "indépendance nationale", quand le système de contrôle dont elle dépend est américain et fourni par l'OTAN ? Que pense l'archevêque de Lyon, primat des Gaules, de la menace désormais suspendue sur la tête de ses ouailles ? Quand l'Eglise française -faut-il dire gallicane ?- rompra-t-elle son mutisme sur les armes nucléaires, si fermement condamnées par le pape Jean-Paul II ? Impertinentes questions, sans doute. Et pourtant pertinentes, au regard du danger qui menace la planète... et Lyon.

CONCLUSION.

Ce n'est pas en se préparant à la prochaine guerre nucléaire qu'on l'évitera. Préparer la guerre, c'est préparer la guerre. La force de frappe et la prétendue "dissuasion nucléaire" sont à l'image du Mont Verdun : la mise en oeuvre "rationnelle" d'une logique absurde, coûteuse, dangereuse et criminelle. Sans avoir jamais été consultés, les Français ont payé, paient et paieront -au besoin de leurs vies- pour ce délire moitié paranoïde, moitié paranoïaque. Gribouille se jette à l'eau pour éviter d'être mouillé par la pluie. Telle est bien la logique de nos dirigeants.

Jusqu'à quand va-t-on prendre les Français pour des gogos ?

Jean-Marie Matagne, le 11 décembre 2005

contact@acdn.net

Post-scriptum :

Lyon Capitale N°550, du 6 au 12 décembre 2005

Le ciel français bientôt sous le contrôle du mont Verdun

par Jean-Marie Collin - Journaliste - Chercheur associé au CDRPC

Armée. La base militaire du mont Verdun, au nord-ouest de Lyon, va se doter d'équipements de l'Otan dès décembre 2005, qui en feront en 2010 le premier poste de commandement, de détection et de surveillance du ciel en France.

"Notre base va devenir le maillon principal de la défense aérienne de toute la France", s'exclame fièrement le colonel Blaire, commandant de la base aérienne 942 du mont Verdun. En réalité, aucun avion ne décolle ni ne se pose de cette base, située à une quinzaine de kilomètres de Lyon et identifiée par les Lyonnais par deux boules géantes sur les monts Verdun et Thou (lire encadré). La "942" surveille pour l'instant le trafic aérien de tout le quart sud-ouest de la France. L'arrivée en ce mois de décembre 2005 d'un système de contrôle de l'Otan lui permettra de devenir en 2010 la première base aérienne de France. À cette date, elle prendra le commandement et la coordination de l'ensemble des opérations de surveillance du ciel de l'Hexagone, jusqu'aux Dom-Tom ; une mission actuellement réalisée par la base militaire de Taverny (Val-d'Oise). Les autres centres de détection militaires de Drah, Cinq-Mars, Mont-de-Marsan et Nice feront alors remonter l'ensemble de leurs actions à ce commandement général. Ce nouveau moyen de détection, appelé CARS (Command and Combined Air Control Center), est le signe pour le colonel Blaire d'une "volonté de Paris d'assumer la conduite d'une opération aérienne majeure interalliée avec des forces européennes ou de l'Otan". L'ensemble des travaux d'infrastructures nécessaires au chantier devraient s'étaler jusqu'en 2010, date de sa mise en service. Ce système unique dans l'Hexagone équipera également trois autres pays de l'Otan : l'Allemagne, la Belgique et l'Italie.

Sus aux "zombies"

D'ores et déjà, l'activité de cette base est intense, avec la surveillance du ciel et son rôle dans la dissuasion nucléaire (lire ci-dessous). Depuis le début de l'année, les opérateurs de la cellule du Centre de détection et de contrôle (CDC) ont lancé près de cinq cents alertes, principalement dues au non-respect de la réglementation, qui a évolué depuis les événements du 11 septembre 2001. Une version aérienne du plan Vigipirate interdit le survol des "zones d'interdiction temporaire" (ZIT) comme les centrales nucléaires (quinze en Rhône-Alpes) ou les installations chimiques. Deux escadrons d'une soixante de personnes chacun, sous les ordres du colonel Persicot, se relaient chaque jour dans la salle d'opérations constituée d'une trentaine de consoles informatiques. Chaque avion qui rentre sur la portion du territoire surveillée est placé dans une catégorie particulière selon qu'il est ami, douteux, suspect, hostile ou "zombie", c'est-à-dire dangereux. En cas d'alerte, des Mirage 2000-5 basés à Dijon ou des hélicoptères (de la base aérienne 115 d'Orange), équipés de tireurs d'élite, peuvent en moins de dix minutes rejoindre ce "zombie". Si l'attaque est avérée, un général de la base de Taverny - qui représente la Haute Autorité de défense aérienne (HADA) - contacte alors le Premier ministre, en relation avec le président de la République, seul habilité à autoriser ou non la destruction de cet appareil.

Encadré

Une véritable petite ville souterraine

À 15 kilomètres au nord-ouest de Lyon, la base militaire aérienne 942 occupe quatre des sept monts d'Or (monts Thou, Verdun, Py et Narcel). De cette base, les Lyonnais ne distinguent que les deux boules des monts Thou et Verdun, qui abritent des radars. En réalité, sa superficie couvre 115 hectares, dont une grande partie est enterrée à 125 mètres de profondeur, sous plusieurs tonnes de schiste et de granit. Cet ouvrage souterrain "secret" peut résister à une attaque nucléaire, chimique et bactériologique. Il abrite les installations de commandement, de protection de l'espace aérien et de la dissuasion nucléaire. Cette base, dont l'accès est gardé en permanence par 120 fusiliers commandos, est une véritable petite ville, habitée par près de 300 hommes. Après avoir traversé d'immenses couloirs (400 mètres de ligne droite), des sas de protection avec porte blindée d'une épaisseur impressionnante, on entre dans le coeur du système d'arme composé de deux immeubles (de trois étages), d'une cafétéria, d'une salle de repos, d'une infirmerie et d'une salle de relaxation. Cette base souterraine peut se refermer sur elle-même en cas de conflit sur le territoire national et vivre en totale autarcie.

Encadré

Une grosse boule sur le mont Thou

Derrière l'immense boule en fibre de verre, ou radôme, qui culmine sur le mont Thou, se cache un monstre de la détection aérienne : 100 m² de surface, 15 tonnes, six tours minute, telles sont les caractéristiques de ce radar Palmier construit en 1970. Opérant 24 heures sur 24, ce radar tridimensionnel permet de connaître l'altitude, la distance et le gisement (l'angle) des avions surveillés. Sa capacité de détection d'aéronef est illimitée et a une portée de 400 km. Les opérations sont automatiquement traitées par un système informatique (Système de traitement et de représentation des informations de défense aérienne, ou STRIDA) qui est maillé au niveau national. À l'origine à l'air libre et ne pouvant être utilisé lors de fortes rafales de vent, les autorités ont rapidement décidé de le couvrir d'un dôme. Un second radar (type 23 cm) installé dans les années

cinquante, sur le mont Verdun, fonctionne uniquement dans le cadre d'opérations de maintenance du radar Palmier.

Encadré

Bouton atomique : l'Élysée et le mont Verdun

Une des missions, peu connue, du mont Verdun est de jouer un rôle de première importance dans l'action des forces de dissuasion nucléaire. Cette base est la seule en France à disposer, comme à l'Élysée, d'une double cellule de commandement des forces nucléaires aériennes (60 avions) et des forces sous-marines (4 sous-marins). Elle peut ainsi suivre, communiquer et autoriser le lancement d'armes nucléaires. De façon plus anecdotique, c'est à partir du mont Verdun que tous les premiers mercredis du mois, les sirènes des mairies et des écoles sont déclenchées. À l'origine, ce signal sonore devait prévenir les populations d'une attaque aérienne ou d'une guerre nucléaire. Aujourd'hui, si la menace a évolué avec la chute du mur de Berlin, les risques industriels (type AZF) ou une attaque terroriste contre une centrale nucléaire sont pris au sérieux et expliquent le maintien de ces tests.